CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA

SECTIONS CIVILE ET PÉNALE

RAPPORT FINAL DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA SIGNIFICATION INTERPROVINCIALE DES AVIS D'INFRACTION

Veillez noter que les idées et conclusions formulées dans ce document, ainsi que toute terminologie législative proposée et tout commentaire ou recommandations, n'ont peut-être pas été adoptés par la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada. Ils ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la Conférence et de ses participants. Veuillez consulter les résolutions concernant ce thème qui ont été adoptées par la Conférence lors de la réunion annuelle.

Halifax, Nouvelle-Écosse
22 au 26 août 2010

Rapport final du Groupe de travail sur la signification interprovinciale des avis d'infraction

Août 2010

[1] En août 2008, la résolution suivante a été adoptée à l'unanimité par la Section pénale de la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada (CHLC) :

Afin d'assurer que les avis d'infraction provinciaux sont dûment signifiés aux accusés dans les autres administrations, les sections civile et pénale de la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada devraient conjointement examiner la question en vue d'en arriver à une approche législative cohérente qui serait proposée à toutes les administrations.

[2] Le groupe de travail chargé de cette question était constitué de Rob Anderson du gouvernement de l'Alberta, de Francine Moyen et de Karen Bedard du gouvernement du Québec, ainsi que de Lee Kirkpatrick du gouvernement du Yukon. Les membres se sont réunis à plusieurs reprises par téléconférence pour échanger de l'information sur la législation et la jurisprudence.

[3] Étant donné son nombre limité de membres, le groupe n'a pu étudier que la législation de l'Alberta, du Québec et du Yukon. Nous avons conclu de cette étude que, bien que les lois varient d'une administration à une autre, la législation en place dans chacune d'elles est celle qui répond le mieux à leurs propres besoins et qui prend en compte la structure de leurs tribunaux et les lois sous-jacentes qui créent les infractions.

[4] Le Groupe de travail a présenté son rapport provisoire à la Conférence pour l'harmonisation des lois à Ottawa en 2009. Il a invité toutes les autres administrations à faire part de leurs commentaires et à participer aux activités du groupe au cours de l'année suivante afin de déterminer quelles pratiques pourraient former la base d'une approche commune dans l'éventualité où ce point demeurerait une préoccupation.

[6] Un représentant de la Saskatchewan qui travaillait sur l'élaboration d'une nouvelle loi provinciale a communiqué avec le Groupe de travail pour obtenir une copie du rapport provisoire. Le représentant de la Saskatchewan n'a pas jugé nécessaire de participer au Groupe de travail.

[7] Aucune autre administration n'a montré de l'intérêt à participer, et c'est pourquoi le Groupe de travail est d'avis que son travail est terminé.

[8] Le Groupe de travail conclut qu'il n'est pas nécessaire ou avantageux, pour le moment, de formuler une approche législative cohérente à la signification extraprovinciale des avis d'infraction provinciaux.